

Lieu

Hôtel Bellevue Palace
Kochergasse 3-5
3011 Berne
(A proximité du Palais fédéral)

Finance de participation

CHF 390.- Tarif normal
CHF 340.- Membres ASAI
CHF 260.- Membres SEECI, ACFE et étudiants

Les montants incluent l'apéritif dînatoire et les boissons lors des pauses.

Nombre de participants restreint. Facturation dès réception de l'inscription.

Une synthèse des exposés en langue allemande resp. française sera distribuée au début de la conférence. **Traduction simultanée durant les exposés (A/F).**

Inscription au moyen du talon réponse par courriel (selon données-ci-dessous) à: formation@seeci.ch ou sur www.seeci.ch

Nom, Prénom: *	Titre/fonction: *
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Rue, no:	Bureau/société/autorités: *
<input type="text"/>	<input type="text"/>
NPA, lieu:	Date/signature:
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone:	Adresse de facturation (Si différente de l'adresse du participant):
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Courriel:	
<input type="text"/>	
Je désire la documentation en (mettre une croix)	
allemand <input type="checkbox"/>	français <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Membre SEECI	
<input type="checkbox"/> Membre ACFE	
<input type="checkbox"/> Membre ASAI	
<input type="checkbox"/> Etudiant(e)	

* Ces données seront utilisées pour établir la liste des participants **Inscription jusqu'au 16 Octobre 2015**

12. Conférence nationale de l'Association Suisse des Experts en matière de Lutte contre la Criminalité Economique

Internal Investigations Criminalité économique et enquêtes internes

Protection des données

Poursuite pénale

Limites de l'enquête interne

Real-Time Monitoring en entreprise:
Is Big Brother watching you?

Forum de discussion: Internal Investigations
et poursuite pénale

Vendredi 6 novembre 2015, de 9h00 à 16h00
Hôtel Bellevue Palace, Berne



SEBWK Schweizerische Expertenvereinigung «Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität»
ASECE Association Suisse des Experts en Matière de Lutte contre la Criminalité Economique
SEECI Swiss Experts in Economic Crime Investigation

Les enquêtes internes et leurs facettes

Les entreprises touchées par la criminalité économique ou soupçonnant certains collaborateurs de fraude font fréquemment appel à des enquêteurs privés afin de tirer les choses au clair. Quant aux autorités de poursuite pénale, lorsqu'elles sont impliquées, ce n'est que plus tard. L'enquête interne va droit au but car elle ne doit pas s'accommoder de règles de procédure rigides ni de limites territoriales.

Les enquêtes internes ont cependant leurs limites. On peut citer en exemple la protection des données ou de la sphère privée. Dans le cas où une enquête interne aboutit au dépôt d'une plainte pénale, les autorités ne peuvent reprendre les moyens de preuve sans les contrôler. Il se peut même que l'enquête interne préalable compromette à certains égards le bon déroulement de la procédure pénale.

En matière de prévention, la technologie fournit de nouveaux moyens à même de contribuer à la sécurisation des données et de l'information, y compris en cas d'enquête interne. Il est cependant indispensable pour l'entreprise d'adopter une bonne gouvernance des données dans la gestion des informations sensibles en entreprise. Les experts invités examineront divers aspects des enquêtes internes aussi bien sous l'angle légal, économique

que technologique. En fin de journée, les points marquants ainsi que des sujets d'actualités seront abordés dans le cadre du forum de discussion.

Thèmes

Enquêtes internes

Les enquêtes internes sont focalisées, efficaces et ne sont pas limitées par les frontières nationales. Mais quelles en sont les limites?

Investigations internes

Elles n'ont pas à se conformer aux règles de procédure pénale. Peut-on pour autant négliger ces dernières? Quels sont les tensions possibles entre enquêteurs privés et autorités de poursuite pénale?

Protection des données

Lors d'enquêtes internes, les enquêteurs privés et les avocats ont accès à tout le contenu des supports de données électroniques, y compris les E-mails et le reste de la correspondance. Qu'en est-il du point de vue de la protection des données? De quoi faut-il tenir compte en matière de protection du collaborateur?

Real Time Monitoring

La protection des données et informations sensibles de l'entreprise est devenue essentielle. «Data Centric Security» pour les initiés. Quelles sont les technologies qui permettent une réelle protection des informations? Que faut-il en plus?

Association Suisse des Experts en Matière de Lutte contre la Criminalité Economique (SEBKW-ASECE) www.seeci.ch

La SEECI est l'association nationale des experts dans le domaine de la criminalité économique. Ses membres sont tous diplômés du cursus postgrade de lutte contre la criminalité économique (études à temps partiel avec reconnaissance au niveau fédéral du titre de Master MAS ECI). Le Centre de Compétence Criminologie scientifique et Criminologie économique (www.ccfw.ch) de la Haute école de gestion de Lucerne et de l'Institut de lutte contre la criminalité économique (www.ilce.ch) de la Haute école de gestion Arc Neuchâtel organisent la formation. Depuis 2004 la SEECI organise annuellement une journée de formation avec des conférenciers de premier plan sur le thème de la criminalité économique.

Plan de conférence

09.00–09.20	Café de bienvenue et enregistrement
09.30–09.50	Salutations / Modération / Introduction / Présentation de la journée <i>Ladislav Klément, dipl. Économiste, Genève</i>
09.50–10.40*	Les limites de l'enquête interne <i>David Hügin, Group Compliance Officer, Clariant International Ltd.</i>
10.45–11.45	Real Time Monitoring en entreprise, la technologie et ses limites <i>Stéphane Droxler, associé, Chef de la division Information Protection, UDITIS AG, économiste d'entreprise HWV, MAS-ECI</i>
11.45–13.15	Apéritif dînatoire (réseautage et échange d'expériences)
13.15–14.05	Le CPP et l'enquête interne : entre indépendance et soumission <i>Marc Rémy, procureur à Neuchâtel, Auditeur (Major) Tribunal militaire 1</i>
14.05–14.30	Pause café
14.30–15.20*	Investigations internes – la fin de la protection des données? <i>David Rosenthal, Conseil, Homburger AG, Chargé de cours à l'Université de Bâle et à l'EPFZ, secrétaire de l'Association Unternehmens-Datenschutz (VUD)</i>
15.20–16.00*	Forum de discussion: Internal investigations et poursuites pénales <i>Hanspeter Thür, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)</i> <i>Anne van Heerden, KPMG's Global Forensic Executive Committee, Head of Advisory, membre de la direction de KPMG AG</i> <i>Modération: Monica Fahmy, MA UZH, MAS-ECI, Global Risk Profile, Head Zurich Office</i>
16.00	Fin de la conférence

* Exposé en allemand avec traduction simultanée